

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 127 (1982)  
**Heft:** 12  
  
**Rubrik:** Revues

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.03.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Revue Historique des Armées N° 2/1982**

Thème central de ce numéro: la conscription. Plusieurs contributions traitent le sujet, soit d'un point de vue général, soit à partir d'un exemple concret. Selon le général Delmas qui introduit l'étude, le dossier ne se veut pas exhaustif, mais doit permettre d'alimenter la réflexion dans trois directions: l'obligation militaire, considérant le développement des institutions à travers les siècles, s'impose comme une nécessité; le principe de l'universalité du service militaire a de la peine à passer dans les faits; enfin, la conscription pose le problème de la qualification professionnelle de certains militaires appelés à des fonctions spéciales, en particulier lorsqu'il s'agit de desservir des systèmes de haute technicité.

Parmi les études conduites, retenons celle que le général Salkin et le Lt-colonel Bieuville consacrent aux ORSEM, les officiers de réserve du service d'état-major. Ces officiers, du grade de lieutenant à celui de commandant, sont préparés à servir dans les EM supérieurs par un cours de trois semaines. Une ébauche de cours EMG qui permet à ces officiers d'approcher une nouvelle technique de travail.

Mention doit être faite de l'étude présentée par le «Club Histoire» du 3<sup>e</sup> régiment de génie et consacrée à «Un certain Dubois-Crancé, citoyen de Charleville». Ce Dubois-Crancé fut à l'origine, pendant la Révolution, des décrets sur la levée des 300 000 hommes, la réquisition, l'embrigadement et l'amalgame. Mais plus que l'étude elle-même, c'est son origine qui mérite d'être soulignée: «En 1975, au moment où une vague de contestation traversait les unités, il était apparu au chef de corps du 3<sup>e</sup> régiment du génie que la réflexion historique sur les origines de la conscription pouvait être un moyen efficace de faire comprendre aux appelés les nécessités du service national.» L'étude du «Club Histoire» du régiment avait abouti à la publication d'une plaquette et à une exposition au théâtre de Charleville. L'étude historique comme moyen de désamorcer la contestation au service

militaire: une idée à ne pas laisser échapper, à condition que se trouve, dans la troupe ou l'école, un directeur d'étude compétent.

En dehors du dossier central, la revue publie les «Souvenirs et réflexions sur la ligne Maginot» du général Albéric Vaillant. Une fois encore, on est amené à constater que la ligne Maginot n'a pas été vaincue. L'auteur rend l'hommage qui leur est dû non seulement aux troupes des fortifications, mais aussi aux troupes d'intervalles. Le général Vaillant résume la «trahison» de la ligne Maginot comme suit:

«— Pour la conduite de la guerre, elle imposait une très mauvaise économie des forces par les moyens qu'elle absorbait. Pour le combat lui-même, la faiblesse de son armement n'était pas à la mesure de l'effort énorme consenti pour la construire.

— Elle a créé dans le pays un faux sentiment de sécurité et répandu dans l'armée un esprit défensif de mauvais aloi.

— Etant par définition sans souplesse, elle était inadaptable aux situations mouvantes de la guerre. Sa défense devenait un but en soi au détriment des opérations, une gêne pour le commandement.»

**Revue de l'OTAN N° 4/1982**

Professeur à l'Université de Paris X, M<sup>me</sup> Annie Kriegel présente une étude du plus haut intérêt intitulée «L'Union soviétique — Réalité communiste et réalité soviétique». Ayant constaté que la puissance militaire soviétique croît de façon ininterrompue depuis le milieu des années 60, elle remarque que deux larges zones de débat (autrement dit de désaccord) subsistent en Occident sur l'appréhension du phénomène soviétique. La première «porte sur la capacité du système soviétique à surmonter durablement les facteurs de décomposition ou d'éclatement qui le travaillent de l'intérieur». Le récent exemple polonais montre à quel point la crise peut paraître fatale au régime sans pour autant le faire basculer. La seconde «zone de débat» porte sur «la nature du moteur qui anime la politique extérieure soviétique». Pour d'aucuns, il

n'y a rien de nouveau sous le soleil, l'URSS poursuivant la politique tsariste. Pour d'autres, il y a une différence fondamentale entre l'expansionnisme russe, de nature territoriale, et l'expansionnisme soviétique, à nette dominante idéologique. Quant au mouvement communiste, l'auteur y distingue trois compartiments: le compartiment des partis communistes, qu'ils soient ou non au pouvoir; le compartiment des partis-Etats subdivisé en plusieurs branches continentales; le compartiment, enfin, des grandes alliances stratégiques «qui prennent le monde en écharpe, telle l'alliance «naturelle» entre le camp socialiste et les non-alignés». Pensant plus particulièrement à la France, M<sup>me</sup> Kriegel affirme que l'on «ne peut tenir l'entrée d'un parti communiste dans un gouvernement ouest-européen comme une simple affaire de politique intérieure».

#### **Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift N° 11, novembre 1982**

Dans son éditorial, le divisionnaire Seethaler s'interroge sur le rôle de la femme dans la défense. Les SCF furent jusqu'à 23 000 durant la dernière guerre. Elles sont 2500 aujourd'hui, alors qu'il en faudrait 4000 en moins. Le rédacteur en chef remarque, en conclusion, que le déficit d'information concernant la défense générale, particulièrement évident chez les femmes, devra de toute manière être comblé et qu'il faudra substituer à cette lacune une motivation qui exigera passablement de travail.

L'interview du mois permet de faire connaissance avec les opinions et les vues du chef de l'état-major général. Cette entrevue a été conduite par le rédacteur en chef assisté du colonel EMG Louis Geiger.

Dans la rubrique des critiques et suggestions, une contribution du major P. M. Gutzwiller retient particulièrement l'attention. L'auteur s'en prend à la surcharge des programmes de CR, à la surcharge donc des commandants chargés de les préparer en sachant qu'ils devront se contenter d'exigences superficielles. En appuyant les propos de l'auteur, la rédaction de la revue s'oppose à la solution proposée de cours «typés» (cours de tir, de

manœuvres, de détail, etc.): l'essai en a déjà été tenté, mais le succès n'est pas apparu probant. En tout état de cause, constate le divisionnaire Seethaler, on peut affirmer que, dans notre armée, les cadres sont surchargés et la troupe sous-occupée. Le hiatus est non seulement injustifiable, il est encore nuisible.

Dans la rubrique Défense générale et armée, le Lt-colonel EMG Marti met en évidence les réponses que le Conseil fédéral a données aux interpellations relatives aux enseignements à tirer des conflits actuels (Malouines et Liban). Par ailleurs, il rend hommage à la personne du brigadier Schindler, ancien chef du personnel de l'armée.

#### **Défense nationale, novembre 1982**

La revue s'ouvre sur l'allocation prononcée par le premier ministre Mauroy lors de la séance d'ouverture de la 35<sup>e</sup> session de l'IHEDN: vers un nouveau modèle d'armée. «Le chef du gouvernement, rappelle M. Mauroy, est responsable de la défense nationale. J'attache à cet aspect de ma charge toute l'importance qu'elle mérite.» Plus loin, le premier ministre rappelle fort opportunément que le devenir des armées — et donc de la sécurité des nations — dépend de l'effort financier consenti par la nation.

Dans un autre article, Pierre Schwed, notamment administrateur de l'Association des amis de l'Ecole supérieure de guerre, se demande si le pacifisme sert la paix. Il n'a pas grand-peine à démontrer qu'il n'en est rien, ne serait-ce que parce que ce qui est (artificiellement) réuni sous le toit du «pacifisme» procède de motivations non seulement différentes, mais encore souvent diamétralement opposées.

René Cagnat, animateur du Groupe d'études et de recherches sur la stratégie soviétique, titre son article: «L'URSS en Iran: vers la percée...» Un titre qui en dit long et un article qui montre que l'URSS a basté devant la fermeté et l'habileté des Iraniens de 1946; mais que la même URSS entre aujourd'hui comme un couteau chaud dans du beurre à l'intérieur d'un Iran gangrené par les ayatollahs...